56e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 17 27 AVRIL 1939

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT	Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*	Protonotaire apostolique *ad instar participantium* Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
FONDATEUR	DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I Le prestige de la papauté, tel qu'il est apparu lors de la mort de Pie XI et l'élection de Pie XII. — Témoignages multiples. — Raisons de ce prestige : la papauté, dernier rempart du droit et de la justice, donc de la paix. — II. L'élection de Pie XII ; comment elle fut faite. — III. Le caractère et la vie du nouveau Pontife. — IV. Quelques notes sur le conclave. — V. En Espagne. Ce que l'on sait des mensonges des « gouvernementaux » et de leurs crimes. — VI. Le problème des ambitions allemandes : comment *Mein Kampf* annonçait ce qui est arrivé et laisse prévoir d'autres coups de force.

I

Notre dernière Causerie était consacrée tout entière, dans le deuil et dans une immense gratitude, à la mémoire du grand pape Pie XI. Nous voudrions consacrer une partie de celle-ci, dans la joie et un immense espoir, à l'élection et à l'auguste personne de son successeur, Sa Sainteté Pie XII.

Ce n'est guère que dans cette direction-là qu'il reste, en Europe et dans le monde, quelque lumière à l'horizon. Partout ailleurs, le trouble, l'inquiétude, le chagrin ou l'humiliation d'une part, l'injustice et la honte d'autre part. Le nouveau coup de force de l'Allemagne hitlérienne en Europe centrale empoisonne l'atmosphère juridique de l'univers. Il n'y a plus rien de sacré dans les engagements signés par les Etats, dans les pactes ni les traités internationaux. Il n'y a plus de droit, plus de justice, plus de collaboration possible, plus de confiance, plus de frontières assurées, plus de lendemains tranquilles. L'encre des accords de Munich était à peine sèche, on commençait à peine à reprendre un peu d'espoir, à compter sur un apaisement progressif dans les relations entre les peuples, que le coup de tonnerre de Tchécoslovaquie remet tout en question. Le P. Gratry disait, il y a quatre-vingts ans : « Depuis le partage de la Pologne, l'Europe est en état de péché mortel ! » On peut en dire autant, depuis l'odieux attentat perpétré par un dictateur inhumain contre un peuple libre.

C'est pour cela même qu'il fait bon regarder du côté du Vatican. Il y a, dans les revues que nous recevons, une véritable unanimité de réjouissance autour de l'élection du cardinal Pacelli. Selon François Le Grix, directeur de la *Revue hebdomadaire*, une évidence domine cet événement capital :

« Et cette évidence, écrit-il, c'est que notre humanité d'aujourd'hui, pour condamnée qu'elle soit, ou qu'on la prétende, à « une vie dont le surnaturel est exclu », au plus incurable matérialisme, aux plus bas modes de penser, demeure perméable et immédiatement sensible à la sainteté. « Nous avons un Pontife et un Pontife qui est un saint » : voilà ce que révélait aux moins subtils, aux moins mystiques des pèlerins ou des curieux entassés pendant les heures du Couronnement dans Saint-Pierre et sur l'avenue de la Conciliation, cette voix si suave et si forte, si claire, soudain comme brisée par on ne savait quel effort d'amour ou d'extase ; voilà ce que leur révélaient cette face pâle et ces yeux ardents, ce geste inlassable pour bénir ; et voilà de quoi était faite l'allégresse singulière, étonnante, vraiment nouvelle de cette matinée.

Autre évidence qui découle de la première : l'Eglise ne se survit pas, elle vit. Peut-être même commence-t-elle à vivre les heures d'une merveilleuse renaissance.

Fils de mon siècle, j'ai pu croire longtemps le contraire. J'ai pu croire que la poésie de ces grands symboles s'évanouirait comme tout ce qui environna de légendes, d'espérances et de beauté les premiers âges humains, ceux que notre science courte n'avait pas encore ravagés. Mais ne sentez-vous pas comme dans ce rituel si compliqué, si magnifique, et qu'il a fallu des siècles pour mettre au point, tout reprend aujourd'hui sens et vie, un sens capable de toucher et d'émouvoir les plus ignorants d'entre nous ? Ne sentez-vous pas ce que contient de *vertu*, au sens plein de ce terme, chacune de ces paroles, chacun de ces ornements, chacune de ces pierreries, chacun de ces gestes ; de *vertu* vivante, propre à réconforter, à éclairer ; que cette splendeur n'est pas une splendeur de théâtre, mais une splendeur authentique, faite de la splendeur originelle des choses créées, qui ne veut emprunter son éclat que du Dieu vivant, pour lui en restituer aussitôt l'hommage, avec celui d'une humilité, d'une déférence confirmées... Le Pape ne prend donc pas pour lui ces hommages. Il les rapporte à Celui dont il tient toute autorité. Voilà le secret, je crois, de la singulière et soudaine reviviscence d'aujourd'hui. En perdant le droit divin, le monde a perdu le sens d'une autorité respectée et obéie, sans en perdre le besoin Il commence à le regretter... « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise... Tout ce que tu délieras sur la terre sera délié dans le ciel... » En recueillant... ces vieux mots que nous pouvions croire usés,... combien d'entre nous n'ont pas été surpris de leur efficacité, de leur adaptation à nos soucis, à nos angoisses d'hommes abandonnés au plus menaçant destin, à notre besoin de stabilité, de protection et d'abri ! Combien, qui ne sentaient pas ou ne sentaient plus « fils de l'Eglise », ont souhaité le redevenir en cet instant, ont appelé cette maternité ! » (*Revue hebdomadaire*, du 18 mars 1939).

Des témoignages de ce genre nous sont venus même de la gauche la plus avancée. Citons par exemple ces lignes de Jacques Chastenet, dans un journal bien laïc, qui se dit « le plus fort tirage des journaux de province », la *Petite Gironde*, du 7 mars :

« L'émotion qu'a suscitée la mort de Pie XI, l'intérêt qui a entouré la préparation du conclave, les acclamations qui ont salué l'élection de Pie XII témoignent de l'extraordinaire prestige dont est aujourd'hui parée la papauté, de l'importance mondiale aussi qui s'attache,

chez les incroyants même, à l'action spirituelle de l'Eglise romaine.

Il n'est que de lire les lettres assez irrévérencieuses écrites de Rome au XVIII[e] siècle par un écrivain qui, pourtant, n'était pas foncièrement anticlérical, le président de Brosses, pour mesurer les progrès de l'autorité morale du Saint-Siège depuis un siècle et demi.

Il y aurait long à dire sur les raisons de ces progrès : l'une des principales semble être le détachement croissant de l'Eglise d'avec les biens temporels dont elle avait été si longtemps comblée...

Une autre raison essentielle du renouveau du prestige du Saint-Siège a été la qualité supérieure des papes qui, depuis la fin du XVIII[e] siècle, se sont succédé dans la chaire de saint Pierre. Il y en a eu de sortes bien différentes : des apostoliques comme Pie VII et Pie X, des politiques comme Léon XIII et Benoît XV, des combatifs comme Pie IX et Pie XI. Tous ont été des hommes d'une incontestable valeur morale et des pontifes uniquement préoccupés, même quand ils se trompaient, de la sainteté de leur mission. »

M. Jacques Chastenet ne nous dit point ce qu'il entend par ces mots : « même quand ils se trompaient ». Encore moins se demande-t-il si ce n'est pas lui qui se trompe. Son appréciation n'en est que plus significative. Mais il ne va pas assez au fond des choses. Il ne cherche pas à savoir comment il se fait que, depuis le début du XIX[e] siècle, l'Eglise n'a eu que de très grands pontifes. Le P. Mondrone, S. J., pourrait lui répondre, dans la *Civiltà cattolica* du 18 mars, que nous ne sommes que trop enclins à oublier que c'est Dieu même qui dirige l'Eglise :

« Quand on réfléchit, écrit-il, à ce qu'était jadis un conclave ! Quand on pense aux intrigues auxquelles on avait recours, de la part des puissances séculières et des princes ecclésiastiques, pour hypothéquer la tiare pontificale ! Souvent, c'était comme une mobilisation générale de passions qui convergeaient vers Rome. Et l'Eglise dut, parfois, se voir choisir un Chef à travers de longues, exténuantes et turbulentes assemblées, au sein desquelles se faisait trop sentir la *longa manus* de quelque puissante et prédominante Majesté catholique. Ceux qui monopolisent, en grande pompe, le savoir historique, les vulgarisateurs spécialisés du scandale clérical, les compilateurs en série de textes scolastiques, tous plus ou moins infectés par la rage anticléricale, ont grossi et exploité jusqu'à la satiété les exemples de certains papes qui n'auraient pas dû être papes. Mais ils n'ont pas eu la loyauté d'attribuer la principale part de la responsabilité, en certaines élections regrettables, à la protection tyrannique de princes qui faisaient obstacle à la nécessaire liberté de l'Eglise d'être l'arbitre exclusif du choix de son propre Chef.

C'est pourquoi, quand on réfléchit à la façon dont l'Eglise a réussi à s'affranchir de toute ingérence politique directe ou indirecte, en un de ses moments les plus délicats, en un de ses actes les plus chargés de responsabilité ; quand on pense à l'émotion tremblante que manifestent aujourd'hui les candidats, en entendant leur nom sortir plus fréquemment du scrutin, on ne peut pas ne pas voir là une spéciale assistance de Dieu. C'est Lui, même si parfois il tolère que l'humain s'emploie à offusquer le divin, dans son Eglise, ne permet jamais que soit atteinte son intime et substantielle beauté ; et constamment il la purifie de toute souillure, nonobstant les hostilités renaissantes des temps, et en tirant, chaque fois, le bien du mal : et c'est là un des motifs qui expliquent le prestige accru qui entoure le pontificat romain. »

Assurément, tout n'est pas pur dans les hommages rendus de toutes parts à la papauté. Le même organe que nous venons de citer le sait bien, car il poursuit :

« Sincérité ou politique, c'est un fait d'hier comme d'aujourd'hui, que l'intérêt intense et universel du monde entier aux deux événements de la mort de Pie XI et à l'élection de son successeur. Nous avons parfaitement remarqué comment jusqu'à une certaine presse qui avait abreuvé d'amertume le cœur du Pontife défunt éprouva le besoin de revêtir le deuil pour ne pas se mettre en contraste trop cynique et trop irrévérencieux avec l'hommage mondial rendu à l'immortel disparu. On dirait qu'il y eut un moment où les hommes les plus tristement responsables de massacres, de dévastations et d'incendies, se sont sentis contraints de ne pas demeurer en arrière des autres, en un deuil qui n'avait pas frappé seulement le monde catholique, mais tous ceux qui ont un sens d'humanité.

Même si tout cela ne peut être pris comme preuve de sincérité, il reste que c'est là un témoignage tangible du prestige dont jouit le Pontife romain. Même non accepté et vénéré de tous comme lieutenant de Dieu sur la terre, le pape s'impose pourtant comme la personnalité la plus haute du monde, comme le plus sincère et le plus désintéressé défenseur de ces principes d'une justice qui n'est pas la justice asservie à l'ambition d'un petit nombre, mais de la justice qui découle des racines mêmes de l'humanité et qui en protège tous les droits. »

Et cet accroissement de prestige est d'autant plus étonnant qu'il est davantage en contradiction avec les prédictions sinistres des prophètes d'incrédulité d'il y a seulement trente ans. Le P. Mondrone rappelle une conférence faite au début du XX[e] siècle et résumée dans un journal de Rome, à l'époque de l'anticléricalisme, c'est-à-dire en un temps où l'on ne parvenait aux titres, aux places, aux honneurs, qu'en se rangeant parmi les adversaires de la papauté. Le conférencier ne craignait pas d'annoncer que bientôt le pape ne serait plus qu'un grand oublié ; que l'on verrait l'herbe pousser paisiblement sur le pavé de la place Saint-Pierre, que ne toucherait plus le pied d'aucun visiteur ; que l'on aurait le spectacle étonnant de cette montagne de pierres formée par la Basilique et la Coupole de Michel-Ange transformée en pacage pour les chèvres et couverte du voile pieux d'une verdure folle, chargée de dérober au regard le monument le plus insigne d'un pouvoir et d'une institution qui réussit pendant près de vingt siècles à se croire immortelle !

Quelle cécité ! Et comme les faits l'ont promptement démentie !

Mais cela même nous permettra d'observer que l'on ne peut pas attribuer seulement à la série des grands papes du XIX[e] siècle le relèvement prodigieux du prestige de la papauté. Les grands papes du XIX[e] siècle n'avaient pas fermé la bouche aux prophètes anticléricaux. C'est depuis la Grande Guerre, surtout, que s'est produite ce que nous appellerons la *revalorisation* des puissances spirituelles. Ce sont les menaces du bolchévisme et du racisme qui ont contraint des multitudes innombrables d'hommes, jusque-là incrédules ou indifférents, à se rendre compte de cette *faillite de la religion de la science humaine*, qu'il ne faut pas confondre avec la *faillite de la science*, autour de laquelle il fut tant discuté, il y a un demi-siècle. C'est parce que les hommes sentent que tout s'écroule autour d'eux, s'il n'y a plus de morale individuelle, familiale, sociale et internationale, s'il n'y a plus rien de sacré, ni la parole donnée, ni les signatures solennellement échangées, ni les contrats, ni les droits établis, — c'est à cause de cela que beaucoup se tournent vers le Vicaire de Jésus-Christ, représentant de Dieu sur

la terre, pour lui demander de se faire l'avocat, le défenseur de la conscience humaine, le restaurateur des fondements de la civilisation.

Et c'est ce mouvement obscur et profond des âmes qui s'est traduit par l'immense intérêt porté, dans toutes les parties du monde, au deuil de l'Eglise d'abord, à la joie de l'élection de Pie XII ensuite.

Encore une fois, l'ampleur de ce mouvement a été partout observée et partout signalée.

Voici, par exemple, la revue anglaise *The Month*, dans son n° de mars 1939. Elle publie, sous la signature de John Murray, des lignes comme les suivantes :

« Il est des moments où ce qui fut la chrétienté historique et les continents divers qu'elle a influencés et, dans une large mesure, façonnés, semblent être touchés par un rappel de leur unité commune, depuis si longtemps abandonnée et oubliée, alors que les hommes de bonne volonté, quoique souvent de maigre savoir chrétien positif, se tournent, avec une aspiration nostalgique, vers le centre d'où cette unité procéda. Ce fut l'un de ces moments qui se rencontra, lorsque la mort du saint Père fut connue soudain du monde entier. Cette nouvelle suscita un sentiment profond de deuil et de privation, non seulement au sein de l'Eglise, mais parmi beaucoup d'autres millions d'humains qui avaient reconnu dans le pontife défunt une force de caractère et d'idéalisme moral, une suite et un désintéressement, une sainteté personnelle qui ne pouvaient manquer de les encourager et de les ennoblir. Les rois et les présidents et les ministres ont envoyé des messages de condoléance, exprimé leur sincère hommage : des congrès et des assemblées se sont ajournées en signe de respect et les hommes ont senti que quelqu'un venait de les quitter qui se tenait au-dessus de tous les autres, par la force de son esprit et son dévouement inaltérable à la cause de la vérité et de la paix et que le monde s'était, par son départ, appauvri de façon incalculable. »

Une impression semblable était ressentie en Amérique et la revue *Commonweal* s'en est faite l'écho, en disant que

« rendant hommage au pape Pie XI, en tant que modèle de beaucoup de leurs plus profondes aspirations, tous les chercheurs de la vérité peuvent s'arrêter à réfléchir sur la source de son influence morale et de son prestige personnel — prestige dérivé non seulement de son autorité de Vicaire de Jésus-Christ et de successeur de S. Pierre ou de chef visible de l'Eglise catholique romaine, répandue dans tout l'univers, mais aussi de la Foi qui, dans les conditions les plus difficiles, le soutint et l'inspira constamment. »

La même revue a voulu demander à quelques personnalités marquantes des Etats-Unis leur opinion sur le pape défunt. Citons de leurs réponses les extraits suivants :

De M. Nicholas Murray Butler, Président à l'Université Columbia :

« Ce fut le destin du pape Pie XI de vivre dans une période de trouble et de révolution, dans le domaine de la pensée comme dans celui de l'organisation sociale et politique. A travers tout cela, le pape Pie XI exerça son action avec le détachement et la superbe sagesse d'un vrai chef de la science des hommes d'Etat. Il fut bien plus qu'un ecclésiastique, même distingué et aimé. Son nom appartient à la liste de ces personnalités réellement grandes qui ont guidé, inspiré et réjoui l'opinion mondiale par leurs interprétations et leurs appels...

Le pape Pie XI a rendu grand service non seulement à l'Eglise, mais à toute l'humanité et dans tous les domaines de la vie. Il restera au nombre des papes vraiment supérieurs et aussi des hommes d'Etat européens véritablement honorés. »

M. Ray Lyman Wilbur, Président à l'Université Stanford, est du même avis :

« Nous avons perdu une figure mondiale qui nous faisait voir l'homme que nous admirions à travers toutes les formes et les traditions qui entourent la tête d'un chef de l'Eglise catholique. Un grand pape et un guide dans tous les problèmes humains de ce temps est parti pour se ranger dans la longue file des personnages proéminents dont le souvenir que nous en gardons a été d'une importance transcendante. »

Et voici le président du Conseil synagogal d'Amérique, rabbi D. de Sola Pool, dont le sentiment est intéressant à recueillir. Après avoir rappelé les courageuses protestations de Pie XI contre les persécutions raciales antisémites, et le mot vigoureux jeté par lui : « Spirituellement, nous sommes des Sémites », le grand rabbin américain ajoute :

« Quand les Juifs considèrent les siècles écoulés, ils aperçoivent bien des souffrances sur lesquelles il jetterait volontiers le voile de l'oubli, mais ils se rappellent également d'innombrables exemples de prêtres, évêques, archevêques, cardinaux et papes étendant le bras de leur protection sur le Juif. Ils se souviennent de nombreuses bulles pontificales libérant les Juifs d'accusations que l'ignorance fanatique portait contre eux et les efforts du Vatican pour protéger les Juifs sans défense contre la rapacité et la rage sanguinaire de la populace. Avec une profonde et durable gratitude, les Juifs placent dans la série de ces nobles champions sacerdotaux de l'humanité le pape Pie XI.

Dans un monde divisé par le doute, la crainte et la haine, un monde qui semble en train de perdre ses amarres et de se voir emporté sans boussole et sans le lest de la religion, pour percer vers la lumière à travers les ténèbres, la sereine et belle influence du pape aimé, qui vient d'être appelé à son repos, demeure un trésor permanent pour l'esprit humain et, de tous ceux qui ne sont pas les enfants de l'Eglise catholique romaine, nul ne pleurera la mort du pape Pie XI avec plus de sincérité et de sens profond de chagrin que les Juifs de tout l'univers. »

II

Or, cette même unanimité dans l'hommage que nous venons de noter autour de Pie XI, on la retrouve pour fêter l'élection de son successeur, et on la retrouve avec les mêmes nuances, c'est-à-dire avec la mention expresse que ce n'est pas seulement l'homme que l'on considère, mais l'institution qu'il représente, le Saint-Siège, la papauté, l'Eglise catholique romaine tout entière.

Il nous est singulièrement agréable d'ajouter aux citations nombreuses que nous avons déjà faites, les témoignages qui nous viennent de cette Allemagne dont les envahissements, les menaces, les attentats continuels causent au monde, avec une si vive et si légitime horreur, une inquiétude qu'elle aurait grand tort de prendre pour de la crainte et qui finira par se traduire en explosions d'indignation dont elle ne saurait mesurer la force.

Nous ne saurions oublier qu'en cette Allemagne nazifiée, c'est-à-dire assujettie à des doctrines antichrétiennes et antihumaines, vivent de très nombreux et très authentiques croyants, catholiques ou protestants, dont le sentiment a pour nous d'autant plus de prix qu'il leur faut davantage de courage pour affirmer leur foi et exprimer leur opinion intime.

Voici donc, dans *Schœnere Zukunft* du 19 mars 1939, quelques passages significatifs d'un article in-

tulé : « Echo mondial de l'élection de Pie XII », par le Dr Hermann Floriani, de Vienne :

« Que le prestige de la papauté ait atteint, dans les dernières décades d'années, un nouveau sommet historique, c'est un fait que doit reconnaître quiconque est sans préjugé dans sa position relative à la religion et à l'Eglise. De même que la participation mondiale au deuil de la mort de Pie XI, ainsi l'écho universel de l'élection du nouveau pape atteste également combien grande est la puissance spirituelle de la papauté et combien son prestige est estimé partout par les puissances de l'univers. Les télégrammes des chefs d'Etat, à l'occasion de l'élection papale, sont un signe de l'estime, même là où ils ne dépassent pas les limites de la courtoisie protocolaire, d'une estime qui est d'autant plus surprenante lorsque l'on songe que, vers la fin du dernier siècle, les prophètes de l'avenir annonçaient la fin prochaine de la papauté. Plus concluants encore peut-être que les télégrammes de félicitation des chefs d'Etat sont les commentaires des grands journaux. On peut en tirer la preuve de l'importance attribuée par les esprits au choix du nouveau pape, de la place de premier plan que tenait cet événement dans un monde troublé et des conséquences que l'on tirait de l'élévation au trône d'Eugenio Pacelli. »

Chose étrange : ce début laisserait attendre un développement où se trouveraient cités les grands organes de presse allemands. Mais il n'en est rien, sans doute pour quelque raison mystérieuse que chacun peut deviner. Et l'auteur se borne à de nombreuses citations des journaux italiens, français, anglais et même espagnols. Et il fait état surtout de l'opinion des organes de gauche.

Mais des voix autrement autorisées sont à recueillir au sujet de l'élection de Pie XII.

Un premier fait a frappé vivement l'opinion universelle : ce fut la rapidité de l'élection. Il faut en effet remonter à celle de Grégoire XV pour rencontrer quelque chose de semblable. Paul V était mort le 28 janvier 1621. Le conclave s'ouvrit le 8 février, avec 52 électeurs. Dès le lendemain, le cardinal Ludovisi était élu et prenait, le 10, le nom de Grégoire XV, en souvenir de son concitoyen Grégoire XIII, originaire comme lui de Bologne [1].

Le scrutin pour l'élection de Pie X avait eu lieu sept fois en cinq jours, — dix fois en quatre jours, pour Benoît XV, — quatorze fois aussi en quatre jours, pour Pie XI. Ce fut une surprise et un bonheur pour tous d'apprendre, dès le 2 mars, que nous « avions un pape ».

Un second fait, non moins important et du reste en relation directe avec le précédent, fut la personnalité de l'élu. Il n'y eut qu'une voix pour proclamer que c'était lui que l'on attendait, que l'on désirait, que l'on aurait élu si l'on avait pris part au scrutin, en dépit des précédents qui excluaient le secrétaire d'Etat du règne qui venait de finir.

Henry Bordeaux a fort bien exprimé ce sentiment, dans l'*Illustration* du 11 mars :

— « Vous verrez, disaient les sceptiques en parlant du conclave, ils éliront quelque obscur prélat italien.

Dès le premier jour, sinon dès le premier tour, celui qui méritait le mieux la tiare pontificale la recevait de ses pairs...

Le conclave s'était rendu compte de l'importance immédiate de ses votes. Pour succéder au grand pape défunt, qui avait dénoncé avec tant de courage et de clairvoyance les dangers et les erreurs du communisme et du racisme, qui avait, l'un des premiers, montré la vérité dans la guerre qui ensanglante l'Espagne, qui, durant ses dernières années, donnait le spectacle de la plus grande force spirituelle en face des forces matérielles déchaînées et leur tenant tête sans faiblir, il fallait quelqu'un dont l'autorité et la grandeur fussent immédiatement reconnues du monde entier, afin qu'il n'y eût pas d'interruption dans la tâche de la défense religieuse, sociale, politique à accomplir. Le choix nécessaire ne pouvait guère se porter que sur le cardinal Pacelli. Seul ou à peu près seul, il était assuré de retrouver sans délai la confiance de la chrétienté raffermie...

C'était lui que la voix unanime appelait... »

Et le grand écrivain se risque à prédire la nature de l'action pontificale sous le nouveau pape :

« Son autorité sera très différente de celle de son prédécesseur. Celui-ci imposait une volonté absolue, basée sur la connaissance de la doctrine et la vérité du jugement... Pie XII usera davantage, sans aucun doute, de la persuasion et de la diplomatie. Il connaît les nations, les caractères, les divergences qui compliquent les relations internationales. Mais il ne pliera pas davantage. Car il n'y a pas d'accommodement entre l'erreur et la vérité, s'il y en a entre les hommes de bonne foi. »

Ce n'est pas avec moins de ferveur, d'autorité et de sens chrétien que le grand historien Gabriel Hanotaux, à qui son œuvre, les grandes places qu'il a occupées et son grand âge — 86 ans — donnent ici le droit d'être entendu avec une particulière vénération, s'est exprimé sur l'élu du conclave qui est, pour lui comme pour nous, l'élu du Saint-Esprit :

« La lumière divine, écrit-il (*Illustration* du 18 mars), qui inspire les décisions du conclave, s'est manifestée une fois de plus par la désignation, en coup de foudre, du cardinal Pacelli comme successeur du grand pape Pie XI. Aux temps actuels, il fallait un conciliateur ; et il fallait que ce conciliateur eût, d'une façon éclatante, la confiance du monde entier. »

Et il poursuit en rappelant les circonstances où il lui fut donné à lui-même, en tant qu'envoyé de la France au Vatican, au lendemain de la guerre, de constater la magnifique intelligence, à la fois souple, sûre, sereine, qui dès lors distinguait le prélat, encore relativement jeune.

Son bel article se termine par quelques réflexions remarquables sur la *hauteur de vision* qui est propre à cet observatoire mondial que l'on nomme le Vatican :

« Le grand pape qui vient de mourir a dit ceci à un haut personnage de l'Eglise qui a bien voulu m'en faire la confidence : « Vous l'observerez vous-même par la dignité nouvelle à laquelle vous êtes appelé : l'homme, au fur et à mesure qu'il est plus élevé, voit ; il voit autre chose, il voit plus loin, il voit autrement. La portée de la vue et de l'esprit rayonne davantage ; par une grâce divine, la vision, la sagesse, la prévision s'accroissent avec les responsabilités : un évêque voit autrement qu'un simple prêtre ; vous allez voir autre chose que ce que vous voyiez hier. Plus haut, plus loin, plus clair ! »

Le pape Pie XII, qui a déjà tant vu et si bien vu, va voir plus haut, plus loin et plus clair encore. Il a les ressources de son esprit, de son âme, de sa piété, et elles sont d'une richesse inouïe Mais il a la charge et la responsabilité entières maintenant ! Il discerne ; le rayon luit, la lumière ! Il trouvera les paroles et l'accent qui convainquent : la paix du monde est supendue à ses lèvres ! »

[1] Voir Pastor, *Geschichte der Pæpste*, tome XIII, 1, p. 52 et suiv.

A ces belles paroles, nous joindrons celles de M. Pinon dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars [1] :

« *Habemus papam !* Ce conclave d'une brièveté impressionnante, aussi bien que le choix de l'élu, apportent à tout catholique une profonde satisfaction de cœur, à tout homme qui pense et qui possède le sens de la grandeur une intense satisfaction de l'esprit. Comment ne pas se livrer, avec Joseph de Maistre, en présence d'un événement aussi important et aussi heureux, à quelques réflexions « sur le gouvernement temporel de la Providence » ? L'insurrection des forces spirituelles en face de l'offensive du matérialisme communiste et du panthéisme totalitaire est le plus noble et le plus réconfortant spectacle qui ait été depuis longtemps offert à l'humanité enlisée dans la fange des intérêts matériels. La survie extraordinaire, certains ont dit miraculeuse, d'un Pie XI de plus en plus désincarné, de plus en plus réduit à l'esprit et à la volonté, l'élection triomphale, pour lui succéder, du cardinal qui a le plus intimement pénétré sa pensée et servi ses intentions, sont autant de faits merveilleux ; on voudrait, pour en célébrer la vertu, trouver des accents nouveaux et des mots plus forts, car le sublime nous environne et nous pénètre.

« C'est une bataille livrée contre les puissances du mal et gagnée, comme celle du pont Milvius, *instinctu divinitatis*, ainsi que le dit l'inscription fameuse gravée sur l'arc de Constantin. Mais si... l'œuvre de Pie XI était achevée et la victoire assurée, il s'en faut que la lutte soit terminée, et Pie XII est sans doute l'homme le plus propre à la soutenir pour le bien de l'Eglise et de toutes les nations. Ce choix... prouve que les éminentissimes cardinaux de tous les pays sont pleinement conscients de la conjoncture et du danger que cet assaut des Puissances totalitaires et des masses fanatisées qu'elles entraînent font courir au christianisme : le plus grand peut-être depuis de longs siècles. »

III

Celui que l'univers salue de la sorte, avec un si touchant espoir, a été de longue main préparé par la Providence pour la tâche écrasante qui va être la sienne.

Il naquit à Rome, le 2 mars 1876, et ce fut au jour même de son 63e anniversaire qu'il fut porté au trône de S. Pierre. Il y avait exactement 218 ans qu'un Romain n'avait pas été élu pape, depuis Michel-Ange Conti, devenu Innocent XIII (1721-1724). Pie XII appartient à une famille de vieille aristocratie, qui lui a laissé les plus beaux exemples et lui donna la plus brillante éducation. Son arrière-grand-père, qui mourut en 1901, à 101 ans, avait été ministre des Finances sous Grégoire XVI. La caractéristique de son enfance fut la piété la plus tendre [2]. Elle est restée sa marque distinctive. Le poète roannais Louis Mercier a trouvé pour le désigner ce mot aussi émouvant que juste : « le pape des mains jointes ».

Mais avec cette piété, vertu fondamentale, puisée à son foyer, Eugenio Pacelli révéla, dès son enfance, les talents les plus merveilleux pour les lettres humaines et pour les langues. Doué d'une prodigieuse mémoire, d'un esprit prompt, d'une volonté souple et forte, il apprenait en se jouant, pour ainsi dire. C'est un homme de profonde et haute culture. Comme le dit M. Pinon : « C'est, dans toute la force du terme, un humaniste. » Et il ajoute, avec raison : « On se plaisait, il y a quelque cinquante ans, à opposer un humaniste laïcisé et imprégné de scientisme à la tradition chrétienne et romaine. C'était découronner l'humanisme qui, tel qu'il a fleuri dans l'Europe occidentale et méditerranéenne, est le fruit excellent du mariage de la pensée philosophique hellénique et de la pensée juridique romaine avec la conception spirituelle de l'homme dans le christianisme. »

C'est cet humanisme complet, spiritualisé et pétri d'Evangile, en quelque sorte, que représente admirablement le nouveau chef de l'Eglise catholique. Aucune ambition n'existait dans son cœur, alors qu'il pouvait prétendre à de si hautes destinées. Il entra dans la carrière ecclésiastique, en un temps où les maîtres de la pensée contemporaine annonçaient avec fracas le déclin de la foi chrétienne, et même de la foi tout court. Il fut ordonné prêtre le 2 avril 1899. Ses préférences allaient au ministère paroissial. Mais il s'était fait remarquer à l'Académie des nobles et fut enrôlé dans la curie papale. Camérier secret en 1904, prélat en 1905, il est nommé professeur de diplomatie à l'Académie des nobles ; en 1912, secrétaire de la Congrégation des Affaires ecclésiastiques, qui constitue le ministère des Affaires étrangères du Saint-Siège. Il était aussi secrétaire de la Commission pontificale du droit canonique [3].

Son entrée dans la grande diplomatie remonte à 1917, date à laquelle il fut sacré par Benoît XV en personne, avec le titre d'archevêque de Sardes, et envoyé comm nonce à Munich. Il s'y montra extraordinairement préoccupé de veiller au sort des prisonniers et des blessés et de participer à l'action du Saint-Siège pour le rétablissement de la paix. Il se trouvait à Munich lors de l'explosion spartakiste qui suivit la débâcle allemande et sa vie même fut alors en danger. Il fut assez heureux pour conclure avec le gouvernement républicain bavarois un concordat avantageux pour les intérêts spirituels de l'Allemagne. En 1925, une nouvelle nonciature ayant été créée à Berlin, Mgr Pacelli en devint le premier titulaire et là encore il exerça une action si insinuante et si heureuse qu'il put conclure avec un gouvernement peu sympathique à l'Eglise romaine, en tant que marxiste et protestant, un Concordat réglant le statut de l'Eglise catholique en Prusse. Pendant ce temps, le frère du nonce à Berlin l'avocat marquis Francesco Pacelli, servait au pape Pie XI d'intermédiaire pour négocier avec le Duce les fameux accords du Latran, et il réussissait, à la suite de 110 entrevues avec Mussolini, à les mener à bien.

L'année même où ces accords furent signés, en 1929, Mgr Pacelli fut rappelé de Berlin, élevé à la pourpre, nommé secrétaire d'Etat et archiprêtre de Saint-Pierre. Sa vie se confondait désormais avec celle du grand Pie XI, vie de prière, de travail, d'incessante action mondiale. Nous décrivions, dans notre dernière Causerie, « une journée de Pie XI ».

[1] La même revue a publié en outre, le 1er avril, un splendide article de Georges Goyau sur Pie XII.

[2] C'est au Pensionnat de la *via Zanardelli*, tenu par les Sœurs de la Providence de Portieux (Vosges), qu'il apprit à lire et fit pendant trois ans ses toutes premières études. Sa piété et sa distinction le firent choisir comme enfant de chœur à la chapelle. *(Foyer Vosgien* du 12 mars).

[3] On a raconté à ce propos que lorsque le cardinal Gasparri vint demander au jeune prélat son concours pour la codification du droit, il le trouva occupé à jouer du violon auprès d'une de ses sœurs jouant de la mandoline. Simple fait que nous recueillons pour noter au passage que le pape est aussi un musicien.

Quand on décrira plus tard une « journée de Pie XII », on y trouvera les mêmes occupations, le même labeur surhumain, le même horaire prodigieusement chargé : du lever à 6 h. 30 au coucher à 1 h. du matin le lendemain !

Il a été donné à un très grand nombre de Français de voir et d'entendre le cardinal Pacelli lors de ses deux légations dans notre pays, à Lourdes, puis à Lisieux. M. Hanotaux avait été chargé de faire partie de son escorte, dans la première occasion. Il a rapporté qu'à peine entré en France, à Nice, le légat fut accueilli avec un enthousiasme extraordinaire.

« S'élevant sur l'estrade, écrit M. Hanotaux, le nonce du pape fut prié de bénir l'assistance. Et se tournant vers moi :

— Voilà cette France que l'on veut faire passer pour non religieuse ! Mais elle est toujours la France de S. Louis et de Jeanne d'Arc ! »

La seconde fois, il parla à Notre-Dame de Paris et souleva l'admiration universelle par la beauté de son discours, la vigueur de sa pensée, la pureté de son style, la hauteur de son langage.

« Il est un de ces hommes, dit M. Pinon, qui, à tous ceux qui ont eu l'honneur de le voir et de l'approcher, produisent une impression qui ne s'efface plus et qui vient d'une distinction de manières aisée et naturelle, d'une noblesse simple du geste et de la parole, de l'éclat pénétrant du regard derrière les lunettes : une physionomie unique où l'on ne sait ce qui frappe davantage de la finesse du diplomate, de l'autorité de l'homme d'Etat ou de la sainteté du prêtre dont toute l'ambition fut de se donner au bien des âmes et dont aucune ascension ne serait capable de troubler la sérénité, d'altérer la simplicité ou d'émousser la charité. »

IV

Sur le conclave où il fut nommé, nous n'avons jusqu'ici que les récits des envoyés des Revues. On sait que, par un abus de force inadmissible, M. René Pinon, délégué par la *Revue des Deux Mondes*, se vit, malgré un passeport régulier, refuser l'entrée de l'Italie, comme si le gouvernement italien pouvait avoir le droit de contrôle et de « filtrage » sur les pèlerins du pape ! La *Revue* fut alors représentée par M. Louis Gillet. Il a rapporté avec humour, dans le n° du 15 mars, les « papotages » qui circulaient avant le conclave :

« C'est incroyable, écrit-il, ce qui peut s'entendre de propos frivoles ; les personnes titrées et huppées qui vous parlent n'en savent pas plus long que les valets qui les servent ; les discours de la salle à manger ont à peu près la même importance que les commérages de l'office. Il se dégage de ces discours qu'on a souffert, sous le dernier règne, du caractère autoritaire du Souverain Pontife : le Sacré Collège serait récolu à faire choix d'un élu plus doux et plus maniable. »

Et l'on passait en revue chacun des papables : le cardinal Schuster, mais on ne pouvait pas deux fois de suite nommer un archevêque de Milan ; — le cardinal Piazza, patriarche de Venise, avait beaucoup de chances : « On aurait un saint homme de pape, tranquille, de tout repos, le vrai *Pastor angelicus* » ; — le cardinal della Costa, de Florence, mais il avait refusé de pavoiser lors de la visite du Führer et défendu d'ouvrir pour lui la grande porte de Santa Croce. La presse fasciste avait ordre de le couvrir de fleurs, afin de le perdre ! Et l'on répandait sur lui des bruits absurdes : il avait un frère juif ! Ou encore : « Son frère s'était pendu ». Le cardinal n'avait pas de frère, mais c'était sans importance.

Mais que disait-on du cardinal Pacelli ?

« Toutes ces conversations, notait avant l'élection M. Gillet, sont là pour amuser le tapis et pour donner le change sur la seule personne qui s'impose, et que, je ne sais pourquoi, « certaines sphères » paraissent redouter. Pacelli a été Secrétaire d'Etat ; il est donc écarté d'avance. On se plaît à reconnaître sa dignité, ses hautes vertus. « Il aura trente voix au premier tour, prononce une Excellence, après quoi on passera à un autre. » — « Pas une voix italienne pour lui ! » déclarent d'autres officieux. A Berlin, où le cardinal a été nonce apostolique, le Dr Gœbbels aurait dit : « N'importe qui, excepté Pacelli ! » Telles sont les rumeurs, vraies ou fausses, qui circulent dans le public. »

L'envoyé de la *Revue de Paris* raconte de son côté :

« 17 février. — Le *Telegrafo*, de Livourne, qui passe pour officieux, exclut la possibilité de l'élection d'un pape étranger, écarte parmi les cardinaux italiens ceux qu'il qualifie de « diplomatiques » et, en tête, le cardinal Pacelli, enfin cite comme *papabili* l'archevêque de Florence, Dalla Costa, « d'une charité évangélique, d'une incomparable bonté », et le cardinal Massimi, « admiré pour sa science juridique, son esprit élevé et son austérité. »

« 26 février. — La société romaine, qui a toujours aimé le jeu, parie sur le nouveau pape. Certaines personnes ont engagé jusqu'à dix mille lires. Mais les agences de jeu cachent leurs listes. On dit cependant que le cardinal Pacelli est grand favori, encore qu'il occupe la chambre numéro 13, ce qui vient diminuer sa cote. Mais on joue aussi des « outsiders » inattendus. »

Bizarrerie et frivolité de la nature humaine ! Ces petits à-côtés d'un grand événement religieux et historique ont quelque chose de comique et de grotesque. C'est pourtant au milieu de toute cette légèreté que passe l'action invisible de l'Esprit-Saint !.

Et voici l'élection :

« Il paraît, écrit M. Gillet, que, de l'Aventin, les dominicains de Sainte-Sabine aperçurent à 5 h. 29 la fumée blanche. Elle m'échappa. Je ne vis rien. Mais un chuchotement sans cause apparente se répandit. On murmurait : « *C'e papa !* » Le mot courait de bouche en bouche. Tout à coup, dans l'énorme façade, une rampe s'alluma ; l'imposte de la fenêtre centrale s'éclaira et parut vraiment la seule lumière du monde. Alors, ce fut une clameur, une voix confuse et puissante comme celle de la mer. Puis la fenêtre s'ouvrit, et vous savez le reste. La lune s'était levée. Au-dessus de l'immense ampithéâtre, le firmament lui-même semblait une coupole, remplaçant celle de Michel-Ange ; Dieu faisait les frais du temple et suspendait à la voûte sa lampe de cristal. Le Pape parut enfin, mince figure minuscule, précieuse, ascétique, grande à peine, dans l'auréole de la fenêtre éclairée, comme l'image que l'on voit au centre de la pupille, et c'était la plus haute présence morale de l'univers. Il y avait à ce moment-là une masse d'amour quasi palpable, une sorte d'Esprit-Saint dans l'air. »

Et le même écrivain donne quelques détails sur lesquels, étant donné le secret du conclave, nous ferons toutes réserves :

« On savait, dit-il, que le conclave serait court : pourtant, une surprise se mêlait à notre ravissement. Jamais scrutin n'aura pris à ce point la forme de l'acclamation. Le fait historique a été le bloc de tous les car-

dinaux étrangers. Vingt-cinq sur vingt-sept au premier tour, et une dizaine d'Italiens, votèrent pour le cardinal camerlingue : c'était le cardinal missionnaire, celui qu'on avait vu à New-York et à Washington, à Lourdes, à Lisieux, à Berlin et à Buenos-Ayres. Il était le délégué de l'univers... Le cardinal Verdier, me rapportent les mêmes témoins, s'est montré, au dire des bons juges, un *caposquadrista* (chef d'équipe) de premier ordre. L'élection de Pie XII s'est faite, véritablement, sur le plan universel, sur un axe Québec-Buenos-Ayres. Voilà le fait considérable et qui marque un tournant décisif de l'histoire de la papauté... Moins autoritaire que son prédécesseur, dont toutefois il a voulu prendre le nom, il apportera dans son œuvre la souplesse de la plus vieille diplomatie du monde, et surtout les ressources divines de sa puissance de charité, la flamme et la noblesse de l'ange : *Pastor angelicus*, celui qui peut rendre à ce monde égaré de cauchemars, de haines et de convoitises, l'étincelle de l'amour. »

De son côté, la *Revue de Paris* témoigne du sentiment unanime :

« Quand le *Te Deum* retentit, l'émotion est à son comble, les larmes coulent, les genoux fléchissent. Mais des lèvres les plus froides sort la même phrase : « C'était le plus digne. » Tout Rome se presse maintenant sur la terrasse du Maréchal qu'éclaire le soleil couchant. Nos deux ambassadeurs sont très entourés. M. Charles-Roux, pensif, ne peut cacher sa joie. Nous la partageons tous. Que Dieu protège Pie XII ! »

Et maintenant quels problèmes vont se poser devant le nouveau Pontife ? Un immense désir humain va vers lui. Le témoignage, à notre sens, le plus extraordinaire, de cette aspiration mondiale, vers le *Pape de la paix*, qui a pris dans ses armes la colombe avec le rameau d'olivier, c'est la déclaration faite, à la Chambre des Lords, le 20 mars dernier, par l'archevêque de Cantorbéry, en personne. Le chef de l'Eglise anglicane, s'adressant à lord Halifax, à la suite d'un émouvant débat sur la catastrophe tchéco-slovaque, exprima le souhait que les puissances démocratiques prissent la peine de consulter, dans leur action, la puissance spirituelle de la papauté, et de faire alliance avec elle. « Nul doute, affirma-t-il, que si Sa Sainteté voulait prendre la tête de ce mouvement, elle aurait l'appui de toutes les Eglises chrétiennes. »

C'était reconnaître que, dans l'effondrement du droit international sous les poussées de la force brutale, on ne peut plus recourir qu'à la plus haute puissance spirituelle de l'univers, pour en rétablir les bases et pour en venger les principes outrageusement violés. Le grand problème de l'heure paraît bien être celui-là. Comment, à quel moment, sous quelle forme se produira l'intervention du Saint-Siège, dans le formidable conflit qui divise l'Europe, c'est ce que dira l'avenir.

V

Choses vues en Espagne délivrée des rouges. Pour ne point être accusés de partialité, nous invoquerons ici le témoignage de ce que l'on nous permettra d'appeler *un neutre :* l'envoyé spécial de l'*Illustration* à Barcelone (n° du 25 février 1939). Il commence son étude intitulée : *Images de Barcelone délivrée*, par une importante déclaration de principes :

« L'impartialité, premier devoir du commentateur, prend la valeur d'une vertu cardinale sitôt que l'appréciation, l'interprétation portent sur des événements qui suscitent des passions partisanes. Pour ce qui est des choses d'Espagne notamment, il est manifeste que l'opinion est partagée en deux camps et que très rares sont ceux qui, dans leur jugement, consentent à faire abstraction de leurs tendances personnelles, à se placer sur le plan de la vérité pure... Il y a ce qu'il faut dire et ce qu'il ne faut pas dire. Une telle attitude est contraire à l'esprit de vérité... C'est contre cette orientation de l'esprit, ce préjugé initial, que nous entendons réagir ici Pour nous, la vérité n'a qu'un visage celui qu'elle montre... »

L'auteur de l'article dira donc ce qu'il a vu, tout simplement. Il reconnaît chez les nationaux des vertus incontestables ; il ne cachera pas cependant leurs lacunes ou leurs faiblesses [4]. De même, il révélera les mensonges intéressés des rouges.

Le premier de ces mensonges est celui qui concernait les ravages accomplis par les bombardements des nationalistes à Barcelone.

« A n'en juger, depuis plus de deux années, que par les relations publiées à maintes reprises dans la presse européenne, nous avions le sentiment, pour ne pas dire la certitude, que Barcelone n'était plus qu'un chantier de décombres. Or, cela est complètement inexact. Volontairement, les aviateurs nationaux, qui ont bombardé la capitale catalane, ont choisi comme objectif la zone du port, laquelle est évidemment très largement détruite. Quand, exceptionnellement, ils ont bombardé la ville elle-même, ils ne l'ont d'abord fait qu'en représailles de bombardements aériens de la part des républicains sur des villes non fortifiées et extrêmement éloignées du théâtre des opérations militaires, telles que Burgos ou Salamanque. En second lieu, ils ne se sont attaqués qu'aux quartiers qui étaient le siège d'organisations officielles, siège de la direction de la police, de la Conférence internationale du travail, de la Fédération anarchiste ibérique. Mais tout le reste de la ville, c'est-à-dire la plus grande partie de Barcelone, est entièrement intact. »

Mais ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est le sort qui fut réservé aux édifices religieux et à la vie catholique. Sur le premier point, l'envoyé de l'*Illustration* est très affirmatif :

« Il est totalement exact que les républicains aient incendié les églises, causant ainsi des ravages incalculables à l'intérieur des temples. Sous l'action du feu, tous les vitraux ont éclaté. Mais les façades et, d'une manière générale, l'architecture extérieure sont intactes. C'est ainsi que la cathédrale, célèbre par sa valeur artistique, située derrière le palais de la généralité de Catalogne, a ses portails, ses statues, ses croix, ses bas-reliefs indemnes de toute déprédation. »

Sur le second point, c'est-à-dire sur l'exercice de la vie catholique, notre auteur ne dit rien. Mais les témoignages les plus décisifs concordent à affirmer que seules quelques chapelles basques avaient, dans une vue intéressée facile à comprendre, la permission de recevoir des fidèles et de célébrer les offices. En dehors de ces rares sanctuaires, aucune liberté du culte catholique n'exista jamais dans Barcelone et en Catalogne, même dans les derniers temps, alors que l'on nous affirmait tout le contraire.

Très proche de l'exercice de la vie religieuse nous plaçons l'exercice de la justice et de l'humanité

[4] Nous ne cacherons pas non plus la déplorable impression que nous a faite récemment la lettre adressée par le général Franco à Hitler après l'occupation de la Tchéquie et de la Moravie. Approuver une injustice de cette sorte nous paraît grave, de la part d'un chef d'Etat catholique !

dans la procédure judiciaire. Un homme digne de ce nom ne peut que réprouver les pratiques mises en honneur par le bolchévisme dans ce domaine. L'emploi de la « torture » a quelque chose de barbare que la conscience des peuples civilisés condamne.

Or, il est incontestable qu'il avait été établi, à Barcelone, des chambres de torture, que l'on a surnommées des « tchékas », pour en indiquer l'origine russe.

« Ces *tchékas* ont été découvertes dans trois immeubles de Barcelone : un couvent désaffecté proche de la calle de San Sebastian et deux villas. Dans le couvent désaffecté siégeait un tribunal. La salle de celui-ci se trouvait dans la partie centrale de la nef de la chapelle du couvent. Les murs tapissés étaient en matériaux insonores. Devant l'estrade où siégeaient les juges, une chaise électrique était installée. Au moyen de décharges, les inquisiteurs espéraient obtenir les aveux des prévenus. Un examen très sérieux de l'organisation électrique nous a convaincu que le courant ne pouvait être que de l'ordre de 110 à 130 volts environ. Les disjoncteurs et le diamètre des circuits ne permettaient pas en effet des tensions sensiblement plus élevées. Par conséquent, il ne s'agissait pas, à vrai dire, d'une électrocution, mais bien d'une torture raffinée. »

Il va sans dire que la chose n'en est que plus grave. Pour une exécution, la chaise électrique n'est pas plus inhumaine que la guillotine ; mais si, au lieu d'employer la guillotine à punir un coupable condamné légalement à mort, on s'en servait comme d'instrument de torture, par exemple pour couper les membres les uns après les autres, quel sentiment d'horreur n'aurait-on pas pour une telle méthode d'enquête !

Dans la « tchéka » qui vient d'être décrite et qui, par une dérision sans doute voulue, était installée dans un couvent, asile de charité et de prière, il y avait six petits cachots, distribués trois par trois dans un couloir se terminant en impasse. Au fond de cette impasse était placé un métronome dont le tic-tac hallucinant devait, jour et nuit, agir sur les nerfs des victimes. Dans l'intérieur des cachots eux-mêmes, tout était disposé pour faire souffrir. Un génie d'atroce cruauté avait présidé à leur aménagement : bat-flanc inclinés de façon à ne permettre aucun repos, sol parsemé de briques maçonnées posées perpendiculairement les unes par rapport aux autres, afin d'interdire au patient de s'étendre à terre et de marcher.

Et que l'on ne croie pas à de simples essais, dus à l'on ne sait quelle imagination sadique.

« Pour ce qui concerne cette série de six *in-pace*, nous croyons volontiers que des prisonniers y ont réellement séjourné, car le ciment des murs, celui des bat-flanc avaient perdu toute fraîcheur, les briques étaient éraflées ou écornées. De place en place, des anneaux étaient scellés au plafond du couloir. Ils servaient à pendre par les pieds les prisonniers trop rebelles probablement aux aveux spontanés. Mais une chose nous a surpris, c'est qu'aucune odeur anormale ne régnait en ces lieux, où cependant les prisonniers devaient sans aucune aide satisfaire eux-mêmes et directement aux besoins les plus impérieux de la nature [5].

« Dans le même couvent, nous a été présenté un autre appareil de torture. C'était une cloche hermétique d'un diamètre d'environ 2 mètres, à laquelle on accédait par une échelle de fer et où le prisonnier était enfermé. Au moment de l'incarcération, les murs et le plancher étaient recouverts de goudron chaud. Au plafond, un très puissant réflecteur électrique. A l'extérieur, des timbres sonores faisaient résonner sans arrêt les parois métalliques de l'appareil. Enfin, dans le même couvent, nous ont été montrés de petits isoloirs dissimulés par de simples rideaux de tissu noir, à l'intérieur desquels on plaçait les prisonniers quelques instants avant de comparaître devant le tribunal. Là, un policier les maintenait de force face à un projecteur électrique. »

On ne saurait douter qu'un grand nombre de malheureux prêtres ou fidèles catholiques aient passé par ces chambres affreuses ! Ils n'y devaient pas faire de longs séjours et se trouvaient promptement vaincus par la douleur, au point de préférer la mort. Et cela jette un jour terrifiant sur la cruauté à la fois bestiale et scientifique qui se développe au cœur de l'homme, dès que le sentiment religieux vraiment sincère en est banni ! Un historien ancien, l'honnête Polybe, observait déjà, à propos de la *Guerre inexpiable* à Carthage, que l'homme, sous ce rapport, dépasse les fauves les plus sanguinaires.

En dehors de ce couvent désaffecté, deux villas, de charmante apparence, faites pour le luxe et le bien-être humain, avaient été aménagées en chambres de torture. Dans l'une, on voyait quatre cellules aux bariolages multicolores, éclairées d'une lumière verte. Mais notre témoin fait, à ce sujet, des observations que l'impartialité nous oblige à recueillir :

« Incontestablement, ces cellules, dont la décoration murale, la nature de la lumière étaient destinées à agir sur l'équilibre mental des ocupants, n'avaient pas dû être utilisées bien souvent. Car là encore non seulement aucune odeur ne régnait, mais la peinture des murs était d'une extraordinaire fraîcheur, les stries des bat-flanc de ciment intactes, de même que les briques maçonnées dans le plancher. Or, il n'est pas douteux que, si, d'une part, de nombreux prisonniers avaient séjourné dans ces chambres de torture et que si, d'autre part, ils y étaient devenus fous, des dégradations dues à la frénésie de leur démence devraient être constatées. Cependant elles ne sont pas de construction récente, puisqu'aucun habitant de Barcelone n'en ignorait l'existence. L'un d'entre eux, qui avait eu tous les ongles des mains arrachés à coups d'aiguille rougie au feu, n'a pas hésité à nous évoquer son calvaire. »

Cette même observation est valable pour la seconde villa. Les chambres de torture existent bien et elles sont affreuses, mais « tout le bois dont étaient constituées ces cellules, qu'il s'agisse du volet pour la tête, du volet pour les jambes ou des barreaux de la porte même, était d'une incontestable fraîcheur, d'une fraîcheur telle qu'on pouvait le croire neuf. »

Enregistrons enfin, sans commentaire, la conclusion de l'observateur que nous citons ici. Nous le faisons d'autant plus volontiers que l'on aime mieux croire, pour la dignité humaine, à quelque chose d'exceptionnel :

« Au total, ces trois *tchékas* ne comportaient pas deux douzaines de cachots ou lieux de torture. Elles n'avaient donc pas en vue quelque répression en masse. Et l'on en arrive à penser que ces « tchékas » *ont été le fait de quelques cerveaux slaves complètement déséquilibrés et*

[5] Faut-il donc admettre que les prisonniers étaient vêtus d'un costume imperméable disposé de telle façon qu'ils étaient inondés dans leur propre ordure ?...

que les véritables horreurs que les anarchistes et les communistes ont commises ont eu pour théâtre d'autres lieux. »

En dehors de la torture, il y eut certainement des cruautés innombrables, des fusillades, des exécutions violentes, des brutalités de toute nature. Si jamais on fait l'histoire de cette « république », ce sera quelque chose d'épouvantable !

Mais voici encore un autre aspect du cynisme et de l'inhumanité des maîtres de ce régime que l'on osait nous présenter comme le *régime légal* :

« Tous les Barcelonais qui avaient de la famille à l'étranger se faisaient adresser, pour échapper à la famine, des colis de denrées et de produits de première nécessité. Ces colis leur arrivaient régulièrement à moitié vidés de leur contenu. Notamment, le savon expédié était toujours absent. Sans exagérer, on peut dire que, depuis des mois, pas un drap, pas une chemise, pas un mouchoir n'ont été savonnés à Barcelone, tant chez les particuliers que dans les hôtels. »

On comprend que, dans ces conditions, l'usure des habits ait été très rapide et la pénurie vestimentaire croissante. Mais les organisations de gauche ne s'en tenaient pas là. Ceux que nous avons entendus appeler, à notre radio, « les gouvernementaux », comme pour bien affirmer leur droit exclusif à notre respect et à notre sympathie, n'étaient que d'abominables coquins, des exploiteurs sans honte de la détresse de leurs propres concitoyens, et de notre charité :

« Depuis deux ans, dit notre auteur, en France, toutes les semaines, pour ne pas dire tous les jours, les organisations de gauche et d'extrême-gauche, par voies d'affiches ou de quêtes, sollicitent la générosité de la population française en faveur des malheureux enfants d'Espagne, de leurs mères et de leurs vieillards. Des envois massifs de lait, de pain, de chocolat, de café, ont été ainsi faits au gouvernement de Barcelone, pour être distribués gratuitement aux plus déshérités de la population catalane. Or, que faisait et que n'a cessé de faire le gouvernement républicain ? Il bloquait tous ces envois, toutes ces arrivées de vivres et les divisait en colis d'une composition toujours identique, colis appelés du reste les « colis standard ». Puis, *il les vendait* aux éléments de la population susceptible de les lui payer non en pesetas, dont il savait la valeur nulle, mais *en devises étrangères*, dollars, livres sterling, francs ou florins, etc. »

Il va sans dire que ceux qui pouvaient payer ainsi n'étaient pas des malheureux. Il y avait donc là un affreux abus de confiance, premièrement en ce que les secours destinés aux misérables leur étaient enlevés, deuxièmement en ce que ce qui était donné se trouvait revendu. Comment qualifier le mensonge d'un « *humanitarisme* » constamment affiché, jusque dans le titre du journal des bolchévistes français, et encore plus dans leurs appels à la charité chrétienne, se transformant en exploitation cynique de la pitié publique !

Mais ce n'est pas tout. On pourrait croire que le gouvernement aux abois cherchait, selon ses affirmations, à « sauver les libertés », en faisant de l'argent de toutes manières. Mais l'écrivain que nous citons ici ne nous laisse pas même cette illusion. La vérité le contraint à jeter contre les chefs républicains la plus terrible des accusations :

« Tandis que la population barcelonaise était privée de toute alimentation, *les dirigeants, les chefs des organisations syndicales, les prétoriens du régime ne manquaient de rien.* Nous avons trouvé un menu d'un déjeuner offert par les officiers d'un régiment de carabiniers à leurs collègues d'un autre régiment. Ce menu ne datait pas de deux mois. Il se décomposait comme suit : hors d'œuvre variés, bœuf rôti aux légumes, poulet rôti, salade, fruits ; vin blanc, vin rouge et champagne. »

Et la population ignorait tout cela. Mais elle l'a su avec certitude, deux jours avant l'entrée des nationalistes.

« Elle eut la révélation subite qu'une minorité mangeait et mangeait bien, alors que la grande majorité était privée de tout. Chez les mères, cette réaction fut d'une particulière violence. Elles ne pouvaient oublier, en effet, que de tout petits bébés de deux ans et moins n'avaient jamais bu d'autre lait que leur propre lait de femmes affamées. »

Ce fut cette constatation qui brisa les nerfs de la résistance. Il y avait eu, sous la poussée de la faim, des pillages de magasins et de dépôts de vivres. La quantité de ressources alimentaires découvertes prouva que les gouvernants trahissaient ! Et c'est en grande partie cela qui expliqua la honteuse déroute des rouges, dans les derniers jours de la lutte en Catalogne. Comme le fait fort bien remarquer l'*Illustration* : « En dehors de toute considération sur la valeur respective des doctrines politiques et sociales, de telles constatations suffisent à changer l'orientation de pensée de toute une population. »

En fait, depuis longtemps, ce prétendu gouvernement, faisant tout le contraire de ce qui est la raison d'être de tout gouvernement, avait dissous la « solidarité nationale », en ce sens que le paysan ne cultivait plus que pour ses besoins, le commerçant se bornait à dissimuler ses marchandises quand il en pouvait avoir, l'industriel, dépourvu de matières premières, était condamné à l'arrêt de ses machines. Ce qui prouve bien cette cessation volontaire des échanges qui constituent la vie économique et sociale, c'est que, du jour au lendemain, dès l'arrivée des troupes nationales, les étalages, toujours vides, se reconstituèrent par enchantement : « Ce changement à vue de Barcelone, un changement qui évoque les jeux d'un kaléidoscope, fut des plus inattendus. »

Et ces constatations donnent pleinement raison à la thèse que nous avons toujours soutenue ici même : le gouvernement légitime est celui qui gouverne, c'est-à-dire qui maintient la justice, l'ordre, le travail, la collaboration civique. Or, il n'y a eu, depuis 1936, qu'un gouvernement répondant à cette définition, en Espagne, et c'est celui du général Franco.

Ajoutons que ce gouvernement, maintenant reconnu de tous, n'en aura pas moins encore de très graves problèmes à résoudre. Tous les hommes de cœur le voudraient condescendant, bienveillant, humain ; on éprouve quelque angoisse et quelque regret à le sentir quelque peu raidi et défiant envers les vaincus. Mais il faut avouer que cette défiance, qui part d'une connaissance de la psychologie espagnole beaucoup plus poussée que la nôtre, n'est peut-être pas sans fondement. Ce qui nous fait dire cela, c'est justement la conclusion de l'article de l'*Illustration* que nous venons d'analyser et de citer copieusement. Son auteur, revenant en France par Irun, a vu entrer en Espagne des miliciens rapa-

triés. Il n'a pas été édifiés par l'attitude de ces hommes :

« Le pont, dit-il, n'était plus qu'un tapis d'ordures ménagères. Des milliers de nouveaux miliciens venaient de le franchir. Ils avaient déchiré et jeté des titres et des billets de banque. Nous trouvâmes ainsi des fragments de billets de 1000 marks de la Reichsbanck, ayant encore leur pleine valeur monétaire. On devine par là à combien de pillages pouvaient correspondre ces résidus. Mais on devine aussi dans quel sentiment ces hommes regagnaient le sol de leur patrie, aux mains de ceux qu'ils avaient combattus depuis plus de deux ans. A tous les problèmes qui sont en ce moment sujet d'angoisse pour les nationaux, le retour de ces masses d'adversaires, nullement convaincus, ajoute un nouveau sujet d'alarme et d'inquiétude, car, *étant Espagnols, ils n'ignorent pas qu'un adversaire politique de leur race ne rend jamais les armes du fond du cœur !* »

Et cette défiance des uns engendre celle des autres. Nous en avons pour preuve le n° du 15 mars d'*Anayak*, organe des prêtres basques en exil. N'ayant jamais pu admettre ni même comprendre l'alliance immorale entre les Basques catholiques et les communistes ou anarchistes d'Espagne, massacreurs et impies, nous n'en sommes que plus heureux de souligner le désir de paix et de réconciliation que manifestent aujourd'hui les prêtres, nos infortunés confrères, qui dirigent le mouvement euzko. Mais nous ne comprenons que trop les craintes qui les retiennent encore.

« Le Pontificat de Pie XII, dit *Anayak*, débute au moment où le fracas de la lutte sur les fronts d'Espagne commence à s'apaiser. Dieu veuille que le silence qui suivra la fin des hostilités soit pénétré d'esprit de justice et de charité chrétienne et que ceux qui ont combattu se réconcilient, comme des frères en Jésus-Christ qu'il sont tous.

« Nous les prêtres basques, nous avons une très haute mission à remplir en ces heures historiques : nous représentons la fraternité évangélique. Toutes nos paroles, nos actes, et nos interventions doivent être pénétrés de l'esprit du Christ... Telle est la solennelle promesse que nous faisons du plus profond de notre être à notre très vénéré Père, le Pape S. S. Pie XII : celle d'être les hommes de la paix, les hérauts de la fraternité, les prédicateurs de la charité. »

Dans un autre article du même journal, M. Ibon de Zapola traite ouvertement du prochain « rapatriement des réfugiés basques ». Ce que nous regrettons encore, dans cet article, c'est que la faute commise n'y soit point avouée et rétractée, — la coopération avec le régime criminel que fut le « gouvernement rouge ». — Cette confession publique serait, nous semble-t-il, le préambule le plus heureux de l'indispensable rapprochement avec les nationaux. Nous relevons aussi, avec peine mais sans surprise, hélas ! l'expression de cette méfiance dont nous parlions plus haut : « Quant aux principaux intéressés, les réfugiés et en particulier les Basques, il ne faut pas s'étonner qu'ils ne fassent pas pleinement confiance aux paroles du général Franco... » Dans le même sens, nous lisons les lignes suivantes :

« Ce n'est que lorsque les faits les convaincront de l'existence de garanties sérieuses, lorsque la situation sera devenue plus normale, que les Basques pourront faire confiance aux paroles de paix et de fraternité qui ont été prononcées par les chefs actuels de l'Espagne. Ils regagneront leurs foyers, apporteront le concours de leur activité, de leurs capacités, de leur honnêteté, toutes choses aujourd'hui universellement reconnues et appréciées, toutes choses dont l'Espagne aura bien besoin pour la reconstruction de ses richesses matérielles et morales, dévastées par cet atroce conflit. Leur amour de la paix et du travail, leur modération naturelle, leur sens chrétien de la vie contribueront puissamment à cette pacification des esprits si nécessaire à l'Espagne et par conséquent à l'Europe. »

Le général Franco peut se montrer plus grand encore dans la pacification que dans la conduite de la guerre. Ce sera l'épreuve de sa gloire ! Nous supplions la divine Providence de faire en sorte qu'il y songe, en sa conscience de catholique et de grand homme d'Etat.

VI

Si grand toutefois que demeure le problème espagnol, l'intérêt qu'y portait l'univers a passé au second plan, devant la révélation soudaine des ambitions germaniques, devant l'invraisemblable injustice des méthodes par lesquelles ces ambitions, bousculant tous les principes du droit international, marchent vers leur but.

Il est à remarquer que, en ce qui concerne l'Allemagne, le chroniqueur est presque toujours en retard sur les événements. Au moment où il les analyse, les raconte et les apprécie, ils sont déjà largement dépassés par les faits.

Il n'en est pas moins utile de prendre un peu de recul et d'essayer de comprendre la logique des péripéties du drame qui est en marche, sous nos yeux, dans le monde. Une étude très poussée de M. René Dupuis, dans la *Revue hebdomadaire* du 18 mars, va nous permettre de le faire.

Elle fait suite à deux autres articles publiés les 14 janvier et 11 février, sur la politique soviétique. Faute de place, nous ne parlerons pas de cette dernière, qui nous paraît surtout faite d'intentions — du reste diaboliques — plus que de réalisations, et nous ne parlerons ici que de la politique allemande. On notera que le travail de M. Dupuis était rédigé avant les derniers événements de Tchécoslovaquie.

« On a souvent prétendu, écrit l'auteur, qu'il y avait, en matière de politique extérieure, deux Hitler, le bon et le mauvais : celui de *Mein Kampf* et des « coups de surprise » de 1933, 1935, 1936, 1938 (ajoutons : 1939), — et celui des discours, et que, malheureusement, ce dernier n'était que le mannequin d'hypocrisie derrière lequel se cachait et agissait le premier. »

M. René Dupuis n'est pas de cet avis, ce qui nous étonne, car il semble bien que le chancelier allemand ait toujours eu pour tactique de proclamer très haut ses désirs véhéments de paix, pour mieux dérober ses volontés trop évidentes de conquête injuste et violente. Mais on peut bien dire que dans chaque discours pacifique, certaines insinuations soigneusement dosées laissaient toujours percer les calculs agressifs.

Une chose est sûre : c'est que, par tous ses actes, même ceux où il semble vouloir se lier lui-même, se limiter, se poser des barrières, par toutes ses promesses, tous ses serments, ses pactes, ses signatures, Hitler ne poursuit toujours qu'un but : *le triomphe du racisme*, tel qu'il le professe dans

Mein Kampf. Rien n'existe pour lui que cela, ni le respect des autres, ni le respect de sa propre parole, ni aucune considération religieuse, morale ou politique. Il sort délibérément des normes traditionnelles. Il rompt avec tout le passé de la civilisation chrétienne, reposant sur la majesté du droit, sur le respect des engagements. Il pousse le machiavélisme jusqu'au cynisme le plus absolu. Machiavel préconisait la sauvegarde des apparences ; Hitler se moque des apparences, à partir du moment où le piège dressé par lui est au point pour qu'il puisse en déclancher les ressorts. Cela jusqu'ici lui a réussi, précisément à cause de l'effet de surprise obtenu par la violation inusitée, à ce degré-là, des « règles du jeu ». La stupéfaction est tellement grande, chez les spectateurs ou les artisans de la partie, qu'ils restent, au premier instant, muets et impuissants d'étonnement, d'indignation, d'embarras.

Mais dans toutes ses démarches, Hitler est conduit par une sorte de fanatisme aveugle, qui n'est autre que le fanatisme raciste.

Pour comprendre la logique de sa politique de force, il faut recourir à son *Mein Kampf*. Ce livre est sorti de ses impressions d'enfance : *la brutalité marxiste*, dont il eut à souffrir, et qu'il identifia, un beau jour, avec la *saleté physique et morale du Juif*. Poussé à la révolte et à la vengeance par *l'orgueil racial allemand*, qu'il avait puisé à son foyer, puis à l'école, il jura de consacrer sa vie à la destruction des forces dissolvantes qui s'opposaient à l'hégémonie de sa race. Il se fit une sorte de religion, que nous avons appelée le *manichéisme racial* et qui tenait en deux phrases : « Tout bien est venu et viendra toujours dans le monde de la race aryenne, identifiée tacitement avec la race allemande, — et tout mal est toujours venu et viendra toujours de la race juive et de toutes celles qui pactisent avec les Juifs. »

« Tout ce que nous avons aujourd'hui devant nous de la civilisation humaine, écrit-il, les produits de l'art, de la science et de la technique, tout cela est presque exclusivement le fruit de l'activité créatrice des Aryens. Ce fait permet de conclure, par réciproque et non sans raison, qu'ils ont été seuls les fondateurs d'une humanité supérieure et, par suite, qu'ils représentent le type primitif de ce que nous entendons sous le nom d'« homme ». L'Aryen est le Prométhée de l'humanité ; l'étincelle divine du génie a de tout temps jailli de son front lumineux... Si on le faisait disparaîre, une profonde obscurité descendrait sur la terre ; en quelques siècles, la civilisation humaine s'évanouirait et le monde deviendrait un désert... Toutes les grandes civilisations du passé, ajoute-t-il, tombèrent en décadence simplement parce que la race primitivement créatrice mourut d'un empoisonnement du sang. »

Et voilà toute sa philosophie de l'histoire. On remarquera que la religion proprement dite n'y tient aucune place. Tout ce que les grands philosophes et historiens ont écrit sur l'*origine religieuse des civilisations* est, pour Hitler, nul et non avenu. Il ramène tout au sang et à sa pureté. Et encore, il a soin de distinguer sang et sang : c'est le *sang aryen* qu'il faut sauver si l'on veut sauver la civilisation.

De telles affirmations sont si pauvres, si puériles philosophiquement, si contradictoires, si gratuites, si totalement dépourvues de réalité historique, que l'on serait tenté d'en rire. On riait en effet du racisme d'un Gobineau Mais on ne peut plus rire du racisme d'un Hitler. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas seulement un penseur primaire, alignant des erreurs et des ignorances, mais un révolutionnaire, en rupture complète avec tout ce que la civilisation avait accumulé de traditions, de limitations, de conventions réfrénant la barbarie primitive, c'est-à-dire l'emploi de la violence servie par la ruse et de la ruse servie par la violence.

Mais comment un Hitler, si profondément dépourvu de toute culture littéraire, morale, philosophique, religieuse, est-il parvenu au poste d'où il peut lancer sur le monde ébahi et figé les foudres de ses menaces de guerre, et, par le seul fracas de sa voix, faire dégringoler les murailles des peuples ?

C'est ici qu'il faut redire avec Emerson : « L'homme fait l'événement et l'événement fait l'homme : ce sont deux enfants qui se poussent au bord du trottoir ». Sans la Grande Guerre, sans la défaite allemande, sans les erreurs énormes du traité de Versailles, sans les illusions pacifistes qui suivirent la mise en marche de la soi-disant « sécurité collective », Hitler n'aurait peut-être jamais eu à fonder un parti ou du moins à réorganiser un parti presque inexistant avant lui. Il n'aurait jamais eu à prendre la parole dans les réunions publiques, à y faire le coup de poing et le coup de gueule, à écrire *Mein Kampf*, à coaliser autour de lui tous les aigris, tous les nationaux mécontents, humiliés, exaspérés par la défaite. Il a été, selon un mot connu, « le syndic des rancunes germaniques ». Et il a proposé à ses compatriotes les trois buts qui pouvaient le mieux leur plaire et leur apparaître comme la reprise de leur rêve séculaire :

« 1° La lutte pour l'indépendance du peuple allemand, prisonnier, depuis le traité de Versailles, de l'étranger ; 2° la réunion en un même Reich de tous les fils du même sang ; 3° l'établissement d'un rapport sain entre le nombre et l'accroissement de la population d'une part, l'étendue et la valeur du territoire d'autre part. »

Remarquons bien ces trois points, ils résument toute la politique extérieure germanique depuis l'avènement du nazisme.

Premièrement, *libérer l'Allemagne* : cela voulait dire, considérer comme inexistantes les stipulations du traité de Versailles, et surtout les articles concernant le désarmement. Pour cela, museler tous les marxistes, judaïsants ou non, en les signalant à la haine populaire, en supprimant leurs organisations, en ne gardant de leurs idées que ce qui pouvait gagner le monde ouvrier, un salaire suffisant, des institutions sociales convenables. Puis, réarmer sourdement, sans crainte d'être trahi au dehors par les dénonciations dont les marxistes étaient jusque-là soupçonnés par les nationaux. Enfin, une fois le réarmement secret assez poussé pour faire face à une opposition extérieure, proclamer caduques les limitations des traités, reprendre publiquement, officiellement la liberté totale au point de vue militaire.

Naturellement, Hitler, jugeant de la France d'après lui-même, ne pouvait se figurer qu'elle le laisserait faire sans de violentes réactions. Il s'y attendait, mais il ne croyait pas que la défaite de la France dût être l'objectif final de la politique germanique. C'est pourquoi il écrivait :

« Autant nous sommes tous aujourd'hui convaincus de la nécessité d'un règlement de comptes avec la France, autant demeurerait-il inefficace pour nous, dans son ensemble, si nos buts de politique extérieure se bornaient à cela. *On ne saurait l'interpréter que comme une couverture de nos arrières pour l'extension en Europe de notre habitat... Nous commençons là où l'on avait fini, il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe et nous jetons nos regards vers l'est.* »

Hitler n'espérait donc pas, alors, anéantir la France, mais lui imposer silence, la réduire à l'inaction impuissante en face de ses projets ultérieurs.

Il n'ignorait pas que l'Angleterre ne pouvait permettre l'installation de l'Allemagne sur la mer du Nord ou la Manche. C'est pourquoi il ne concevait qu'un « règlement de comptes » avec la France, « assurant ses derrières ». M. Dupuis me paraît pourtant se tromper, quand il dit que « jamais Hitler n'a eu une politique anti-française ou pro-française en soi », et que « son attitude n'est dictée que par l'hostilité ou le désintéressement de la France vis-à-vis des fins positives de la politique extérieure nazie. »

Nous ne sommes pas du tout de son avis. Nous croyons au contraire que la haine de la France est primordiale dans son cœur. La façon dont il parle de la France dans *Mein Kampf* ne permet pas de doute à cet égard. Et ce qui trancherait toute discussion sur ce point, c'est ce passage si net et si menaçant pour nous :

« Le testament politique de la nation allemande pour son attitude à l'extérieur doit être à jamais le suivant :

« Ne permettez jamais que se forment en Europe deux puissances continentales. Dans toute tentative d'organiser aux frontières de l'Allemagne une deuxième puissance militaire — ne fût-ce que sous la forme d'un Etat susceptible d'acquérir une telle puissance — voyez une attaque contre l'Allemagne Considérez que c'est non seulement votre droit, mais votre devoir d'empêcher, par tous les moyens, et au besoin par les armes, la constitution d'un tel Etat. *S'il existe déjà, détruisez-le !* Veillez à ce que la source de la puissance de notre pays ne soit pas dans les colonies, mais en Europe, sur le sol de la patrie. Ne tenez jamais le Reich comme garanti tant qu'il n'aura pu donner, pour des siècles, à chaque rejeton de notre peuple, sa parcelle du sol. N'oubliez jamais que le droit le plus sacré en ce monde est le droit à la terre, que l'on veut cultiver soi-même, et que le plus saint des sacrifices est celui du sang versé pour elle. »

N'est-il pas clair que la volonté de « supprimer » toute puissance militaire capable de tenir tête à l'Allemagne vise en première ligne la France ?

Et pour le dire au passage, n'est-il pas clair aussi que toute puissance qui s'allierait avec l'Allemagne devrait s'attendre à ne vivre que dans son ombre, à marcher dans son sillage, tout en se voyant interdire toute possibilité de l'égaler en puissance militaire ?

Dans *Mein Kampf*, il y a des pages très frappantes pour décrire le mouvement tournant contre la France : une alliance entre l'Allemagne et l'Angleterre ou, à défaut de l'Angleterre, avec l'Italie.

« Ainsi, disait Hitler, l'ennemi mortel de notre pays, la France, tombera dans l'isolement... L'Allemagne étant affranchie d'un seul coup de sa situation stratégique défavorable... Mais plus important encore peut-être serait le fait que la nouvelle ligue engloberait des Etats se complétant mutuellement au point de vue technique. Pour la première fois, les alliés de l'Allemagne ne seraient pas des sangsues, vivant sur notre propre économie... La plus grande puissance mondiale (l'Allemagne) et un jeune Etat national florissant (l'Italie) offriraient d'autres ressources, pour une guerre européenne, que les cadavres d'Etats pourris avec lesquels l'Allemagne s'était alliée lors de la dernière guerre. »

Et précisant sa pensée, Hitler concluait :

« Ce n'est pas dans une orientation à l'ouest ou une orientation à l'est que se trouve l'avenir de notre politique extérieure, mais bien *dans une politique de l'Est*, au sens d'acquisition de la glèbe nécessaire à notre peuple allemand. Mais comme il faut en avoir la force, et que l'ennemi mortel de notre peuple, la France, nous étrangle impitoyablement et nous épuise, il faut prendre sur nous de faire tous les sacrifices nécessaires pour contribuer à annihiler les tendances de la France à l'hégémonie. »

Il n'y a pas de doute, dès lors, quoi qu'en dise M. Dupuis, que *l'ennemi* n° 1 de l'Allemagne, aux yeux de Hitler, l'ennemi mortel est la France. Et cela étant, il est impossible de supposer qu'un accord puisse exister entre la France et l'Allemagne, aussi longtemps que la doctrine raciste hitlérienne y sera maîtresse. L'accord du 6 décembre dernier, venant après les accords de Munich, ne pouvait donc être et n'a été qu'un leurre ! Nous ne disons pas qu'on a mal fait de conclure ces accords, mais on a mieux fait encore de ne point s'y fier et d'accélérer les armements tant en France qu'en Angleterre.

Quant à expliquer pourquoi, malgré la création de l'axe Rome-Berlin, Hitler n'a pas encore osé entreprendre le grand « règlement de comptes » avec la France, qu'il plaçait dans *Mein Kampf*, *avant* la poussée vers l'est et *non après*, il suffit de se rappeler que depuis *Mein Kampf*, écrit en **1923**, **il** y a eu la construction de la ligne Maginot. Sans elle, la France aurait de nouveau subi l'invasion.

Modifiant donc son plan primitif, sans renoncer, à coup sûr, à la destruction de la France comme puissance militaire, Hitler s'est borné à imiter notre exemple. Il a construit la ligne Siegfried ; il a rendu l'Allemagne inattaquable, comme nous avions fait de la France. Il a, d'une autre manière qu'il ne l'avait prévu, *assuré ses derrières*. Et il a profité des moindres défaillances de notre politique intérieure, pour réaliser les deux autres points de sa politique extérieure.

Le second point est en effet, on l'a vu, le rassemblement des Allemands en un seul pays : *l'Empire grand-allemand*. De là, il y a un an, en mars 1938, l'annexion de l'Autriche ; en octobre, l'annexion des Sudètes ; le 16 mars 1939, le protectorat sur la Bohême et la Moravie dans le cadre du Reich grand-allemand ; le 23 mars, l'annexion de Memel. Partout où il y a des Allemands, ils sont appelés (n'en déplaise au Duce, qui se prépare de rudes désillusions) à revenir à l'Allemagne, en vertu de cet axiome raciste : « *Le même sang appartient au même empire* » (dans *Mein Kampf*, dès les premières lignes).

Enfin, sans s'arrêter un instant, mais en battant le fer pendant qu'il était chaud, et profitant de ce que ses promesses dûment signées avaient endormi, pour un instant, la vigilance anglaise et française, Hitler a passé au troisième point.

Il est étrange que l'on ait paru surpris de la doctrine de « l'espace vital », au nom de laquelle la

Tchécoslovaquie a été prestement supprimée, comme si elle était tombée dans une trappe ou dans une fosse à sangliers. On a eu l'air de croire et de dire que cela était nouveau et contredisait même les affirmations racistes de Hitler. Cette fois, en effet, il annexait non point des frères de race, mais des allogènes authentiques, des Tchèques, des Moraves, des Slovaques, tous de race slave.

Mais ceux qui ont parlé de la sorte ont simplement montré qu'ils n'avaient pas lu *Mein Kampf*. La doctrine de l'*espace vital* y est en effet affirmée avec une clarté sans ombre. M. René Dupuis, dont l'article était écrit avant la catastrophe récente de la Tchécoslovaquie, parlait pourtant déjà, lui aussi, d'espace vital nécessaire à la « nourriture », à la « liberté » et à la « sécurité » du peuple allemand. Mais, là encore, à la lumière des faits qui viennent de se dérouler, nous sommes contraints de comprendre les textes au reste fort clairs, de *Mein Kampf*, d'une autre façon que M. Dupuis. Il croit en effet que, par la volonté d'assurer aux Allemands l' « espace vital », Hitler a restreint sa volonté de domination, ne voulant que des territoires d'Allemands ou dont il aurait chassé les autres peuples pour y installer des Allemands, ce qui ne pourrait se faire que dans une proportion correspondant à la population strictement allemande.

Examinons donc les déclarations de Hitler, dans *Mein Kampf* :

« Nationaux-socialistes, nous pouvons énoncer, au sujet de la politique extérieure d'un Etat raciste, le principe suivant :

« La politique extérieure de l'Etat raciste doit assurer les moyens d'existence sur cette planète de la race que groupe l'Etat, en établissant un rapport sain, viable et conforme aux lois naturelles, entre le nombre et l'accroissement de la population d'une part, l'étendue et la valeur du territoire d'autre part. »

Ce principe est celui que nous avons signalé plus haut. Mais voici le commentaire qu'en donne le contexte :

« On ne doit considérer comme rapport *sain* que la situation dans laquelle l'alimentation d'un peuple est assurée par les seules ressources de son propre territoire. Tout autre régime, durerait-il des siècles et des millénaires, n'en est pas moins malsain et, tôt ou tard, arrive à causer un préjudice, sinon la ruine du peuple considéré.

Seul, un espace suffisant sur cette terre assure à un peuple la liberté de l'existence. »

Voilà donc un premier point : l'Etat raciste doit posséder assez de terre pour nourrir son peuple dans *l'autarcie*, puisqu'il ne doit pas être obligé de recourir aux échanges avec les peuples voisins. L'autarcie, du même coup, est posée comme condition d'une *situation saine*. Et les économistes de tout l'univers civilisé ont tort de soutenir le contraire !

Mais ce n'est pas tout. L'*espace vital* ne comprend pas seulement tout l'espace nécessaire à ce que le peuple racial se suffise, sans recours aux voisins ; mais « à l'importance de l'étendue territoriale d'un Etat comme source directe de son alimentation s'ajoute l'importance au point de vue militaire et politique ». Cela veut dire qu'un peuple raciste doit avoir dans son « espace vital » tout ce qui est nécessaire à sa production de guerre, les mines, les puits de pétrole, les aciers, les fers, le cuivre, etc., etc., dont il a besoin pour sa puissance militaire, sans avoir à compter sur l'étranger. L'Allemagne ne sera une *puissance mondiale*, comme elle doit l'être, que lorsqu'elle aura atteint ces conditions. Or, c'est pour elle une condition de vie ou de mort d'être une puissance mondiale. Nous n'inventons pas : cela est littéralement dans *Mein Kampf* :

« Le mouvement raciste n'a pas à se faire l'avocat des autres peuples, mais à combattre pour le sien... En particulier, nous ne sommes pas les gendarmes des « pauvres petits peuples » bien connus, mais les soldats de notre propre peuple... Le droit au sol et à la terre peut devenir un devoir, lorsqu'un grand peuple paraît voué à la ruine, à défaut d'extension. Et tout particulièrement quand il ne s'agit pas d'un quelconque petit peuple nègre, mais *de l'Allemagne, mère de toute vie, mère de toute la civilisation actuelle L'Allemagne sera une puissance mondiale, ou bien elle ne sera pas !* »

Cela revient à dire qu'il n'y a pas de droit pour les petits peuples, qui résiste au droit prévalent de l'Allemagne, en tant que « mère de toute vie » ! L'Allemagne a droit à son « espace vital », mais la Tchécoslovaquie n'y avait pas droit ! En entrant chez elle, l'Allemagne a obéi à *son devoir*, qui est de penser à elle-même, de se donner le territoire pour sa « nourriture » et sa « puissance militaire et politique », qui convient à une « puissance mondiale ». Si l'Allemagne a été vaincue en 1918, c'est qu'elle ne possédait pas « son espace vital ». Elle se croyait une puissance mondiale, mais faute d'un rapport sain entre son territoire et les productions de ce territoire d'une part et sa population d'autre part, elle n'en était pas une. C'est toujours Hitler qui le dit : « Le peuple allemand s'engagea dans ce combat, comme une soi-disant puissance mondiale, je dis « soi-disant », car, en réalité, il n'en était pas une ».

Il y a donc eu erreur de la part des dirigeants d'alors. Il y a eu maldonne. Hitler doit travailler à réparer cette erreur, à reprendre la marche de son pays vers sa destinée mondiale :

« Le mouvement national-socialiste doit s'efforcer de faire disparaître le désaccord entre le chiffre de notre population et la superficie de notre territoire (celui-ci étant considéré tant comme source de la subsistance que comme point d'appui de la puissance politique), de supprimer aussi le désaccord existant entre notre passé historique et notre impuissance actuelle, à laquelle il n'est point d'issue. Il doit avoir conscience de ce que, *gardiens de la plus haute humanité sur cette terre*, nous avons aussi les plus hautes obligations [6]. »

Nous comprenons dès lors les événements de Tchécoslovaquie et nous les comprenons comme ce qu'ils sont : non point un aboutissement ou une fin, mais un commencement, un début. L'Allemagne a droit à un espace vital correspondant à son titre de « mère de toute civilisation », à son droit à la vie, qui se confond avec son caractère de puissance mondiale. Il lui faut de quoi se nourrir, de quoi fournir à tous ses besoins militaires, de quoi faire la guerre à qui elle voudra, quand elle voudra, *sans craindre le blocus* ni par terre ni par mer, sans craindre d'être privée des moyens mili-

[6] Tous ces textes sont tirés de *Mein Kampf*, au chap. XIV, intitulé : *Orientation vers l'Est ou politique de l'Est.*

taires qui lui sont nécessaires pour la victoire en toute rencontre. Ajoutez donc que les « *positions stratégiques* », commandées par sa situation géographique, ne font pas moins partie de son « espace vital » que tout le reste.

Dans ces conditions, il est clair que jamais ne pourra manquer à l'Allemagne le prétexte ou le motif suffisant pour s'emparer, par ruse ou par force, de tout territoire qu'il lui plaira d'accaparer.

Notez qu'elle aura soin, selon Hitler, de refuser le droit de se servir de la langue allemande et de faire le service militaire, aux populations allogènes. Car Hitler a des pages méprisantes pour l'aveuglement des Habsbourg qui croyaient bien faire d'annexer quantité de territoires étrangers, et de les germaniser en leur imposant l'usage de la langue allemande :

« C'est commettre une inconcevable faute de raisonnement que d'imaginer qu'il serait possible de faire un Allemand, disons d'un nègre ou d'un Chinois, en lui enseignant l'allemand et en obtenant qu'il parle désormais notre langue, peut-être même qu'il vote pour un parti politique allemand. » Une telle politique « amènerait le métissage, et dans notre cas, non pas une germanisation, mais bien l'anéantissement de l'élément germanique. »

La conception hitlérienne se ramène donc finalement à ceci : grouper tous les Allemands du monde, — leur réserver l'art de la guerre, — faire de la race supérieure, la race noble, dirigeante, seule initiée à la science des armes, — lui donner un territoire croissant, proportionné à son chiffre, à sa puissance militaire, à ses besoins de conquête, — réduire toutes les races inférieures, c'est-à-dire non-allemandes, au rôle de sujettes et d'esclaves, en évitant soigneusement soit le mélange du sang, soit le mélange de la culture. Et cela explique très bien la conduite de l'Allemagne en Tchécoslovaquie : elle traite ce pays en *colonie négroïde*. Hitler résume sa politique en ce double objectif : « Le *territoire*, but de notre politique extérieure ; — *et une nouvelle doctrine philosophique*, but de notre politique intérieure. »

Comprend-on maintenant le bienfait de la condamnation, par Pie XI, de *la doctrine raciste*, menace pour la liberté et la paix du monde !

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

Collection « Scènes et Tableaux ». — Règne de Henri IV, par Pierre DE LA VAISSIÈRE. — Règne de Louis XIII, par Lucien BALAS. — Règne de Louis XIV, par Serge BARRAULT. — Règne de Louis XV, par Jacques HÉRISSAY. — Règne de Louis XVI, par Henri D'YVIGNAC. — La Révolution, par FUNCK-BRENTANO. — Le Consulat et l'Empire, par Jean-Albert SOREL. — La Restauration, par Mabille DE PONCHEVILLE. — Règne de Louis-Philippe, par Gonzague TRUC. — Chaque vol. in-8 de 250 p., 15 f. — Paris, Gautier-Languereau.

La formule selon laquelle a été conçue et supérieurement exécutée cette Collection nous paraît intéressante à plus d'un titre. D'abord, il s'agit bien d'histoire au sens propre du terme, et non de ce genre hybride que l'on a nommé « histoire romancée » et qui est imité de la *Légende dorée*, où l'on ne sait ni ce qui est authentique et vrai ni ce qui est pure fantaisie. En outre, chaque volume a été confié à un spécialiste connu par des travaux antérieurs qui garantissent la solidité de son œuvre et dont la maîtrise se révèle dans la fidélité de la couleur et du dessin. Par contre, il n'y faut point chercher un récit continu et détaillé des règnes successifs de nos souverains, ni de la Révolution qui en a rompu la suite. Les auteurs ont découpé en pleine pâte historique les *scènes* les plus marquantes, dressé les *portraits* les plus significatifs, de façon que chaque personnage et chaque époque soient représentés sous une forme agréable, exacte, vivante.

C'est une sorte de haute vulgarisation de l'histoire, à l'intention de ceux que l'érudition pure déconcerte ou ennuie. Au lieu de lire des romans souvent insipides, parfois suspects, il serait excellent que nos jeunes gens et jeunes filles insruits ou avides de lecture saine et profitable, prennent de tels livres. Nous les comparerions volontiers aux récits captivants d'exploration ou de missions par rapport à la géographie technique. De même qu'on apprend sa géographie de manière facile et amusante dans les biographies des explorateurs célèbres ou des apôtres catholiques, de même on apprendra son histoire par les sommets, en lisant ces livres légers de poids, agréables de style, mais lourds de substance vivante. Un mot seulement sur chaque volume.

I. — M. Pierre de la Vaissière, qui a écrit de très beaux ouvrages sur les *Gentilshommes campagnards du XVI^e siècle* et sur *Henri IV* était mieux qualifié que personne pour brosser les « Scènes et portraits » du règne de Henri IV. Il l'a fait de façon vraiment magistrale. Il prend son héros à sa naissance et le conduit jusqu'au poignard de Ravaillac, ce long et terrible couteau qui est conservé dans la famille des ducs de la Force. La figure du roi « restaurateur » est fort bien tracée, avec ses aspects brillants, intelligence, bonne humeur, patriotisme, finesse et diplomatie, — et aussi avec ses côtés moins beaux, ladrerie, légèreté de conduite, passion du jeu, sans-gêne dans la tenue. Tout cela est vivant, coloré, prenant et instructif. Au passage, le mot : « *Paris vaut bien une messe*, » qui n'a pas été dit sous cette forme cynique, est expliqué de façon vraisemblable et humaine. Henri IV apparaît dans ce volume comme une plante de grand air, pleine de force, de sève, de puissance expansive, un peu sauvage.

II. — Si le règne de Henri IV avait été passablement mouvementé, celui de son fils ne le fut pas moins. Il y avait là encore de très dramatiques tableaux à brosser : le meurtre de Concini, le duc de Luynes, l'avènement de Richelieu, le siège de La Rochelle, la Journée des Dupes, l'année de Corbie, l'origine du célèbre Vœu de Louis XIII. Il y avait surtout deux grandes figures, très dissemblables certes, mais inséparables, à mettre en haut relief : celle du Roi, l'homme droit, juste, brave, réservé, froid, l'homme de devoir par excellence, — et celle du grand ministre, dont si longtemps il avait eu peur, mais dont il sut reconnaître les mérites, apprécier les services, défendre la position toujours combattue envers et contre tous, le grand cardinal de Richelieu. M. Lucien Balas a fort bien rendu les deux caractères et donné à ce règne sa place dans notre histoire.

III. — M. Serge Barrault a fait du règne de Louis XIV l'esquisse la plus remarquable. Nous en avons parlé p. 158 et n'y reviendrons pas.

IV. — Il était difficile de trouver, pour le règne de Louis XV, un guide plus averti, mieux informé, plus consciencieux, plus sincère que M. Jacques Hérissay, érudit de grande classe, mais aussi écrivain vigoureux et ramassé, peintre aux nuances délicates et fines. Il y

avait là, on ne le sait que trop, des chapitres malaisés à écrire pour une collection qui doit pouvoir être mise entre toutes les mains : ceux qui concernent la vie privée du roi, notamment, mais aussi ceux qui concernent les querelles religieuses autour de la célèbre « Constitution » de Clément XI. L'auteur a surmonté toutes les difficultés avec un rare bonheur. Il a tout dit ou tout laissé entendre, mais avec réserve et en termes mesurés. Et il a surtout voulu ne pas laisser ignorer qu'il n'y avait pas que cela dans la vie de Louis XV. Il a évoqué avec une légitime émotion le Cabinet secret où, loin de tous les regards, le souverain s'applique à la connaissance des grandes affaires du pays : « Peu d'endroits, écrit-il, sont aussi émouvants, à Versailles, que cet « arrière-cabinet », perdu dans un coin du palais où tout est disposé pour le plaisir et la joie... Il évoque en effet, d'une manière saisissante, un côté de Louis XV qu'on a trop passé sous silence : le travail. Alors qu'on le dit épuisé par les chasses, les réceptions, les longues veillées, alors qu'on le croit à se reposer ou à se distraire, conscient de ses responsabilités, au prix d'un labeur incessant, il se tient au courant de tout ce qui se passe aussi bien en France qu'à l'étranger... Ainsi peut-il, au moment voulu, sans demander l'avis de personne, arrêter les décisions qu'il juge sages pour l'avenir du pays. »

Particulièrement brillants aussi, les chapitres consacrés à la vie de société dans cette France pimpante, parée et poudrée du XVIIIe siècle, qui s'amuse, se gâte, se corrompt et va à l'abîme en chantant. L'auteur nous fait entrer dans les célèbres salons, nous en nomme les invités, les dessine prestement pour nous, nous guide à travers cette cohue animée et spirituelle, mais superficielle et païenne. Mais il n'oublie pas qu'il y a une autre France que celle-là, celle qui prie, celle qui croit, celle qui aime. Il a des pages émues pour raconter l'entrée au couvent du Carmel de Madame Louise, la fille du Roi. Ceci comptait devant Dieu pour cela ! Mais, comme l'ombre du Calvaire s'étendait sur toute la vie du Christ, ainsi l'ombre de la guillotine planait sur toute cette histoire de Louis XV !

V. — Le règne de Louis XVI a été traité par M. Henry d'Yvignac. On sait que ce règne se divise en deux parties bien tranchées : il y a le Louis XVI de l'absolutisme et le Louis XVI constitutionnel. On a peut-être trop dit que Louis XVI ne fut grand que dans sa prison et sur l'échafaud. S'il ne fut pas un monarque de génie, il eut, beaucoup plus qu'on ne le pense, de l'intelligence, de la finesse, de l'application, en plus de cette immense bonne volonté que tous s'accordent à lui reconnaître. M. d'Yvignac a fort bien mis en relief la bienfaisante activité de Louis XVI dans le domaine naval ; il fut le restaurateur de la flotte française, si éprouvée sous le règne précédent, le créateur du port de Cherbourg, le protecteur d'un La Pérouse, chargé par lui de rivaliser avec les grands explorateurs anglais, les Cook et les Vancouver.

Dans la seconde partie du règne, les plus belles pages ont été consacrées à la fermeté d'âme, à la patience chrétienne, à la haute sérénité du roi en face de la mort. Ce sont là des choses utiles à méditer. Louis XVI, parce qu'il était profondément chrétien, s'est élevé comme sans effort jusqu'à l'héroïsme, jusqu'au sublime. Il est difficile de garder les yeux secs en lisant, dans ce livre, le récit de sa captivité au Temple, son Testament, sa mort sur l'échafaud.

VI. — M. Funck-Brentano était admirablement qualifié pour traiter le volume consacré aux « Scènes et Tableaux de la Révolution ». Il l'a fait effectivement avec beaucoup de charme, se bornant à tracer une suite de toiles fortement et artistement coloriées : la prise de la Bastille, — la Grande peur, — les journées d'octobre, — Robespierre, — Marat, — le Tribunal révolutionnaire, — la mort de la reine, qui nous a paru le chapitre le plus émouvant, un digne pendant à la mort du roi dont a parlé le volume précédent, — la Terreur, — Thermidor, — le règne de Barras, — Brumaire.

Evidemment, dans un volume de 250 pages, il était impossible de tout dire. Le choix de l'auteur a été bien fait. On regrette pourtant que la figure de Danton ait été au demeurant trop négligée. On regrette également que les armées françaises n'aient reçu qu'un chapitre fort incomplet : « Les volontaires aux armées de la République ». Mais tout ce volume se lit, comme ses aînés, avec grand intérêt et même avec profit.

VII. — Nous en dirons tout autant du volume sur le Consulat et l'Empire. Evidemment, les vingt in-8o de Thiers, toujours si prenants, malgré l'usure des années, se trouvent bien à l'étroit dans les bornes d'un tome de la présente collection. Mais les scènes et les tableaux ne manquaient pas au cours de l'épopée napoléonienne. Et leur exécution était confiée à un grand nom de l'histoire, ou plutôt à l'héritier d'un grand nom : M. Jean-Albert Sorel. Il travaillait là, si l'on ose dire, dans un véritable bien de famille et il a plus d'une fois cité de très beaux passages de son illustre père. Dans sa brièveté condensée, le volume est aussi une belle réussite.

Nous permettra-t-on de signaler deux petites erreurs d'impression ? A la p. 40 : le traité de Tolentino est de 1797 et non de 1796, et il fut signé un 19 février et non le 17. D'autre part, le coup d'Etat du 18 fructidor coïncide avec le 4 et non le 3 septembre 1797.

VIII. — M. Mabille de Poncheville a traité de la Restauration avec une visible sympathie, mais aussi avec la plus grande sincérité et une impartialité que l'on ne prend pas en défaut. Il n'a pas de peine à laver la monarchie de l'outrage qui lui est fait quand on dit qu'elle est venue dans les fourgons de l'étranger. Il prouve en effet fort bien que l'étranger ne songeait guère à elle, et que son rôle entre l'étranger et la France meurtrie fut un rôle éminemment bienfaisant de médiation et de relèvement. Il réduit aussi à ses justes proportions ce que l'on a appelé la *Terreur blanche*. Les accusations portées contre l'Espagne nationaliste de notre temps par des hommes qui avaient plongé leurs mains dans le sang plus haut que le coude, nous font bien voir ce que valent des préjugés historiques de cette nature !

Mais ce qui ressort également de cette revue rapide de l'histoire de la Restauration, c'est la difficulté formidable qu'il y a à ressaisir la pensée, l'affection, la confiance, le loyalisme d'un peuple quand on a été séparé de sa vie durant de longues années, soit par l'émigration à l'extérieur, soit par ce que l'on a fort bien nommé l'émigration à l'intérieur. On ne rentre pas au Paradis perdu ! Telle semble la grande leçon de ce célèbre exemple. La France a été divisée par la Révolution en deux camps. Cette division avait pris sa source dans la fausse philosophie du XVIIIe siècle. Louis XVIII avait fort bien vu que l'œuvre à accomplir était la réconciliation de ces deux Frances ennemies : « Le système que j'ai adopté, disait-il, et que mes ministres suivent avec persévérance est fondé sur cette maxime qu'il ne faut pas être *le roi de deux peuples* et tous les efforts de mon gouvernement tendent à faire que ces deux peuples, qui n'existent que trop, finissent par en former un seul. » Mais l'entreprise était sans doute au-dessus des forces humaines. Les deux Frances existent toujours. Nous sommes, depuis Voltaire et l'*Encyclopédie*, en état de guerre religieuse larvée, oscillant sans cesse entre la lutte ouverte et la réconciliation en surface.

IX. — C'est toujours avec un grand plaisir que l'on se met dans la compagnie de M. Gonzague Truc. Penseur vigoureux et juste, écrivain agréable et dense, il a en outre le sens de l'histoire et il a fait, dans celle de Louis-Philippe et de la Seconde République, un choix très intéressant de Scènes et de Tableaux exactement dessinés et heureusement brossés. Ses portraits du roi, des princes, de Casimir-Périer, de la duchesse de Berry, de Guizot, de Balzac, Delacroix, Berlioz, ses récits des « dangereux enfantillages d'Enfantin », de l'attentat de Fieschi, du « retour des Cendres » (de Napoléon), de la prise